

# Association Aide aux retraitants du Dharma

## La Galerie 03160 Ygrande

Nous opérons par prélèvement automatique mensuel. Vous pouvez également faire un don occasionnel par chèque.

Vous recevrez un reçu de déclaration fiscal pour déduction d'impôt.

Nom : ..... Prénom : ..... Tél : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Commune : .....


E-mail : .....

Je fais un don de .....€ par prélèvement mensuel

Je fais un don occasionnel par chèque de .....€ libellé Aide aux Retraitants du Dharma

À ..... Le ..... Signature .....

*N'oubliez pas de joindre un RIB.*

<b>Mandat de prélèvement SEPA</b> 	En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Référence unique du mandat :	Identifiant créancier SEPA : <b>FR55ZZZ427178</b>
<b>Débiteur :</b> Votre Nom Votre Adresse Code postal Pays	<b>Créancier :</b> Nom <b>Association Aide aux Retraitants du Dharma</b> Adresse <b>La Galerie</b> Code postal <b>03160</b> Ville <b>Ygrande</b> Pays
IBAN	<input type="text"/>
BIC	<input type="text"/>
Paiement d'un montant de ..... €	<input type="checkbox"/> par mois (cochez le rythme de votre choix)
A :  <b>Signature :</b> <input type="text"/>	Le : <input type="text"/>  Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
<b>Veillez compléter tous les champs du mandat.</b>	
<small>Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification prévus aux articles 38 et suivants de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.</small>	